



EXAMEN DU BUDGET 2027

Réduire la dette pour
préserver notre modèle
social et retrouver la
maîtrise de notre destin.

LE PACTE DES GÉNÉRATIONS

Transmettre un pays
plus fort et plus uni pour
répondre aux défis à
venir.

IL EST MINUIT **MOINS UNE.**





NE PLUS VIVRE AUJOURD'HUI AUX DÉPENS DE DEMAIN

« Notre responsabilité est de ne pas laisser aux jeunes générations le poids de nos dettes sans leur donner les moyens de construire leur avenir. »

Le réel finit toujours par avoir le dernier mot.

Depuis trop longtemps, nous cherchons à préserver notre mode de vie, à crédit. **Cette fuite en avant menace désormais ce que nous voulions protéger** : notre modèle social, nos services publics et notre capacité à faire face aux crises.

À la dette budgétaire s'ajoutent les dettes climatique, éducative, démographique et géopolitique. Et ce **sont tous les Français, ceux d'aujourd'hui comme ceux de demain, qui risquent d'en payer le prix.**

Notre responsabilité commence par une exigence : dire la vérité. Sur l'état de nos finances, sur les efforts nécessaires et sur les choix que nous devons assumer. À trop les différer, nous risquons de les subir demain sous la pression de nos créanciers.

Mais **le redressement n'est pas une fin en soi.** Il doit nous rendre la liberté de protéger,

d'investir et de transformer notre pays. De garantir nos retraites, de mieux rémunérer le travail, de soutenir les familles et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes.

C'est le sens du pacte entre les générations que proposent Les Démocrates. Il prolonge des convictions défendues depuis 2017 et s'enrichit de plusieurs mois de dialogue avec nos concitoyens, des experts et des acteurs de terrain.

Certaines propositions seront défendues par amendements au budget 2027. D'autres appellent des transformations plus profondes. **Toutes participent d'une même ambition** : préserver notre modèle social en le transformant, pour transmettre aux générations futures davantage de perspectives que de dettes.

Marc Fesneau (@mfesneau)
Président du groupe Démocrates, député
de la 1^{re} circonscription de Loir-et-Cher.

NOS COMMISSAIRES DÉMOCRATES



COMMISSION DES FINANCES



COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES



CONTEXTE :

LA LIGNE ROUGE DU RÉEL

La situation budgétaire en quelques chiffres :

3 595 Mds €

DETTE (2026)

164,8 Mds €

DÉFICIT (2026)

79,2 Mds €

CHARGE DE LA DETTE PUBLIQUE (2026)

+4 800 €

DE DETTE CHAQUE SECONDE



**CE QUE NOUS POURRIONS FINANCER AVEC
LES SEULS INTÉRÊTS DE LA DETTE DE 2026 (79,2 MDE).**



1,9 MILLION

D'INFIRMIERS HOSPITALIERS

OU



+3 717 €

NETS PAR MOIS POUR
TOUS LES PROFESSEURS

OU



326 312

MICRO-CRÈCHES

OU



410 362

LOGEMENTS SOC. NEUFS

OU



37

PARCS D'ÉOLIENNES EN MER

OU



633

RAFALE F4

Estimations fondées sur les 79,2 Md€ d'intérêts de la dette publique prévus en 2026 (HCFP). Coûts unitaires : infirmiers débutants, charges comprises hors primes (grilles FPH, CNRACL) ; enseignants du public, effectifs DEPP et cotisations employeur ; micro-crèches, coût moyen par place (IGAS-IGF, 2024) ; Rafale F4, commande 2024 (ministère des Armées) ; éolien en mer, moyenne de quatre parcs français (opérateurs) ; logements sociaux, coût moyen national (ANCOLS, 2026). Équivalences théoriques, fondées sur des coûts complets et non sur les seuls financements publics.

BUDGET 2027 ?

NOS ÉCONOMIES !

La copie du Gouvernement doit être un point de départ. En allant plus loin sur l'année blanche ou la lutte contre la suroptimisation fiscale, **nous dégageons des marges supplémentaires**. Il ne s'agit pas de cibler une catégorie de Français plutôt qu'une autre, mais de répartir justement les efforts. Car la lutte contre la dette est dans l'intérêt de tous !

Quel serait l'impact de nos propositions sur la dette ?

Avec nos propositions :

+de 13 Md€



de marges de manœuvre supplémentaires pour le budget 2027.

Nos mesures d'économies et de recettes supplémentaires :

Année blanche généralisée +6,1 Md€	Suppression abattement fiscal retraités +3,3 Md€	Mesures de justice fiscale +2,3 Md€	Mutuelles et santé +1,81 Md€	= 13,51 Md€ économisés
--	--	---	--	----------------------------------

Ce qui permet de réduire le déficit tout en finançant des dépenses d'avenir :

Transition écologique de l'agriculture 433 M€ <i>Dont fonds hydraulique, plan haies, recherche alternatives cadmium et produits phyto...</i>	Egalité des chances à l'école 92 M€ <i>remplacement des enseignants absents + petit-déjeuner et cantine à 1€ pour les + modestes.</i>	Résilience face au changement climatique 230 M€ <i>Pacte "écoles résilientes" + aides aux collectivités victimes d'évènements climatiques</i>
Emploi des jeunes déscolarisés 30,7 M€ <i>Pas de gel pour les missions locales qui les accompagnent.</i>	Politique familiale et protection de l'enfance 515 M€ <i>pour les départements et les jeunes majeurs sortant de l'ASE.</i>	Soit un total de : 1,3 Md€ <i>de financements supplémentaires ou d'annulations de baisses</i>

POUR UN PACTE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Le **pacte entre les générations**, ce n'est pas demander aux uns de se sacrifier pour les autres. C'est reconnaître que nos destins sont liés et que **la solidarité fonctionne dans les deux sens**. Chacun doit contribuer aujourd'hui pour que tous bénéficient demain d'un pays plus prospère, plus juste et plus solide.

Imaginons la France que nous pourrions construire si nous reprenions enfin le **contrôle de nos finances publiques**, grâce à un effort collectif, qui commence dès l'année prochaine par l'année blanche, mais qui devra se prolonger par une réflexion plus profonde sur l'efficacité de la dépense publique.

Un pays où la fiscalité a pour objectif d'**encourager l'innovation et l'investissement**, pas la rente ou des niches fiscales. Où il devient plus aisé pour les familles de devenir propriétaires et où chacun peut contribuer à la transition écologique par des financements innovants centrés sur les économies d'énergie futures.

Imaginons une société où **chaque enfant reçoit dès sa naissance un premier capital**, quelle que soit la fortune de ses parents. Où chacun d'entre eux, dès ses 18 ans, aura le coup de pouce nécessaire pour faire des études, passer son permis de conduire ou réaliser des projets structurants pour son entrée dans la vie active. Une société dans laquelle **les actifs vivent mieux de leur travail** et où le modèle social ne repose plus uniquement sur le coût du travail.

Cette promesse d'un pays où les **générations futures héritent de davantage de perspectives que de dettes** vise aussi à préserver notre modèle social et à protéger ceux qui en bénéficient aujourd'hui plutôt que de subir, demain, des choix imposés.

C'est le sens de nos propositions. Toutes ne trouveront pas leur traduction dans le débat budgétaire, mais **toutes devront être portées dans les débats à venir**.

1. **RÉCONCILIER** GRÂCE À DES FINANCES PUBLIQUES ASSAINIES

Ne pas transmettre nos dettes
aux générations futures.

VOIR P. 8

2. **RÉCONCILIER** GRÂCE À UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE POUR TOUS

Mieux répartir les efforts selon
les capacités de chacun.

VOIR P. 9

3. **RÉCONCILIER** EN PRÉPARANT L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE

Donner à chaque génération les
moyens de construire sa vie.

VOIR P. 10

4. **RÉCONCILIER** LA PROSPÉRITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Transmettre une économie plus
forte et un pays plus résilient.

VOIR P. 11

FINANCES PUBLIQUES

ASSAINIES

Assainir nos finances, ce n'est pas renoncer à agir : c'est retrouver la liberté de choisir. En 2027, le redressement exige un effort collectif, à la hauteur des moyens de chacun, mais aussi des réformes structurelles pour préserver notre modèle social et notre capacité à investir. Cela suppose enfin de préserver les prestations familiales, dépenses d'avenir par excellence.

NOS PROPOSITIONS



INSTAURER UNE RÈGLE D'OR POUR L'AVENIR

Réserver le recours à l'endettement au financement de l'investissement public, en intégrant dans cette définition les dépenses d'éducation, de recherche et de transition écologique.



SIMPLIFIER L'ÉTAT ET LES AIDES SOCIALES

Rationaliser les agences et opérateurs de l'État et généraliser les contrats d'objectifs et de moyens. ■ Préparer une allocation sociale unique par l'harmonisation du RSA, de la prime d'activité et des APL. ■ Développer une culture de bonnes pratiques de l'IA dans les administrations.



AXER LE SYSTÈME DE SANTÉ SUR LA PRÉVENTION

Affecter 2% du produit des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées à la prévention. ■ Exiger davantage des complémentaires santé à ce titre.



MAIS AUSSI...

Étudier la création d'un fonds de reprise de la dette hospitalière. ■ Faciliter la sortie des ALD en cas d'amélioration de l'état de santé. ■ Mobiliser les réserves excédentaires des complémentaires santé.

NOTRE IDÉE PHARE



L'ANNÉE BLANCHE

Ne pas augmenter le barème de l'IR, les pensions de retraite et les prestations sociales (hors AAH et prestations familiales) **en 2027**. Mettre fin à l'indexation automatique des pensions sur l'inflation.

NOTRE OBJECTIF POLITIQUE

Il faut tenir l'objectif de réduction du **déficit à 4,8%** du PIB. Nous soutenons les mesures du Gouvernement et proposons même d'**aller plus loin !**

LES MESURES DU GOUV. QUE NOUS SOUTENONS

5%

objectif de déficit public en 2027 (4,8 % hors effort supplémentaire de défense).

- Mise à contribution des **retraités aisés** : gel ciblé des pensions et un plafond pour **l'abattement fiscal de 10%**.
- Progression des dépenses d'assurance maladie **limitée à 2% (ONDAM)**.
- Stabilisation globale des **dépenses des ministères** hors Défense, avec des moyens supplémentaires pour certaines missions.

FISCALITÉ

PLUS JUSTE

Une fiscalité juste fait contribuer chacun selon ses moyens, combat la suroptimisation et supprime les avantages qui n'ont plus lieu d'être. Elle doit inciter les grands patrimoines à plus de solidarité fiscale, sans pénaliser les capacités d'investissement et tout en soutenant la croissance.

NOS PROPOSITIONS



LUTTER CONTRE LES STRATÉGIES D'ÉVITEMENT FISCAL

Taxer à 2% les actifs dormants des holdings patrimoniales, rétablir l'exit tax et créer une tranche à 45% sur les assurances-vie transmises au-delà de 2M€ par bénéficiaire. Réserver le pacte Dutreil aux repreneurs de 18 à 60 ans.



RÉPARTIR L'EFFORT ENTRE ACTIFS ET RETRAITÉS

Faire participer les retraités à l'effort de redressement en remplaçant l'abattement fiscal de 10% sur les pensions par un abattement forfaitaire de 2.000 € par retraité, ou en le supprimant.



RECENTRER LES NICHES FISCALES

Réduire l'avantage fiscal dit « niche Copé » sur les plus-values de cession de participations des grandes entreprises. Exclure les banques et les assurances du bénéfice du crédit d'impôt recherche.



MAIS AUSSI...

Élargir l'assiette de la contribution différentielle sur les hauts revenus. Mieux taxer les plateformes de vidéos gratuites, pour les faire contribuer au financement du cinéma. Mieux répartir l'effort demandé aux collectivités et accompagner d'avantage celles victimes d'évènements climatiques.

NOTRE IDÉE PHARE



L'IFI VERT

Pour inciter à la **rénovation énergétique** des logements, nous proposons d'instaurer une contribution à l'**IFI sur les logements classés F ou G**, selon l'importance du patrimoine (progressive) et avec des exemptions lorsque les travaux sont impossibles.

NOTRE OBJECTIF POLITIQUE

Soutien à la baisse de la fiscalité permettant aux entreprises d'investir, tout en allant plus loin contre la **suroptimisation fiscale**, notamment sur le patrimoine non productif !

LES MESURES DU GOUV. QUE NOUS SOUTENONS

600 M€

recettes en 2027 au titre de la CDHR

- **Grandes entreprises** : reconduction de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises **réalisant plus de 1,5 Md€** de chiffre d'affaires, mais avec des taux réduits.
- **Optimisation fiscale** : suppression de l'**effacement des plus-values** en report d'imposition lors des donations et successions de titres (dispositif d'apportcession).

PRÉPARER

L'AVENIR

Préparer l'avenir, c'est donner à chacun les moyens de construire sa vie, en accompagnant les familles, en investissant dans l'école et en permettant au plus grand nombre de se constituer un patrimoine. Une ambition qui bénéficie à toutes les générations.

NOS PROPOSITIONS



RÉINVESTIR DANS L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Consacrer une partie des économies liées à la baisse du nombre d'élèves à un meilleur remplacement des professeurs absents. | Création d'un « Pacte écoles résilientes 2027-2032 », financé par un abondement au Fonds vert.



RÉORIENTER LA POLITIQUE FAMILIALE VERS LE 1ER ENFANT

Ouvrir les allocations familiales dès le premier enfant, à enveloppe budgétaire constante. | Ne pas geler les prestations familiales dans le budget 2027.



FAVORISER L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ DES FAMILLES

Rendre universel le PTZ famille jusqu'à 100 000 € pour les familles ayant un enfant de moins de 5 ans. | Faciliter les transmissions anticipées d'assurance-vie des plus de 70 ans et les exonérées de droits lorsqu'elles financent l'achat d'un logement.



MAIS AUSSI...

Prolonger les allègements de droits sur les dons d'argent destinés aux -50 ans. | Maintenir les ressources des missions locales pour l'emploi des jeunes déscolarisés. | Renforcer l'ASE et accompagner les jeunes majeurs qui en sortent. | Rétablir pour les familles les plus modestes les petits déjeuners à l'école et à la cantine à 1 €.

NOTRE IDÉE PHARE



CAPITAL GÉNÉRATIONS

Instituer un **capital de départ attribué** à chaque enfant dès la naissance et débloqué à 18 ans. Il réduit les inégalités de destin. Chacun dispose d'un **premier patrimoine** pour construire son avenir, comme financer son permis de conduire, sa première voiture, une formation, etc.

NOTRE OBJECTIF POLITIQUE

Soutenir davantage la **politique familiale** qui est l'essence même d'une politique d'avenir, au même titre que **l'école et notre jeunesse** !

LES MESURES DU GOUV. QUE NOUS SOUTENONS

1,1 Md€ Hausse des crédits de l'éducation nationale

- Accession à la propriété : création d'un **PTZ parentalité**, pour les familles attendant un enfant ou ayant un enfant de moins de 3 ans.
- **Petite enfance** : 60 M€ supplémentaires en 2027 pour soutenir les crèches et l'accueil individuel.

PROSPÉRITÉ

DURABLE

Face au dérèglement climatique et à la concurrence internationale, notre prospérité exige un travail mieux rémunéré et une écologie pragmatique, conçue comme un levier d'investissement et de souveraineté énergétique, agricole et industrielle.

NOS PROPOSITIONS



MIEUX RÉMUNÉRER LE TRAVAIL EN RAPPROCHANT NET ET BRUT

Rapprocher le salaire brut du salaire net en transférant une partie du financement de la protection sociale des cotisations vers la consommation. En parallèle, abaisser les taux réduits de TVA de 5,5% à 2,1%.



RÉDUIRE NOTRE DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Élargir et améliorer le leasing social de véhicules électriques, afin d'en faciliter l'accès aux ménages modestes | Rétablir un crédit d'impôt ciblé pour l'installation de bornes de recharge à domicile.



ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION AGRICOLE

Étendre aux agriculteurs les avantages fiscaux liés à la reprise d'entreprise | Créer un PTZ pour financer les investissements de transition | Maintenir ou augmenter les fonds dédiés à la transition : fonds hydraulique, pacte pour la haie, PARSADA (alternatives aux phytosanitaires), cadmium, plans territoriaux d'adaptation agricole, etc.



MAIS AUSSI...

Revaloriser de 10% le barème kilométrique pour les salariés | Taxer les friches industrielles abandonnées | Simplifier les obligations déclaratives des entreprises, en supprimant certaines déclarations annuelles systématiques.

NOTRE IDÉE PHARE



UN SUPER ÉCO-PTZ

Adapter l'éco-PTZ pour permettre aux ménages de **financer leurs travaux de rénovation grâce aux économies d'énergie attendues**. Permettre à chacun d'investir sereinement dans la réduction de ses émissions de CO₂ sans augmenter sa facture !

NOTRE OBJECTIF POLITIQUE

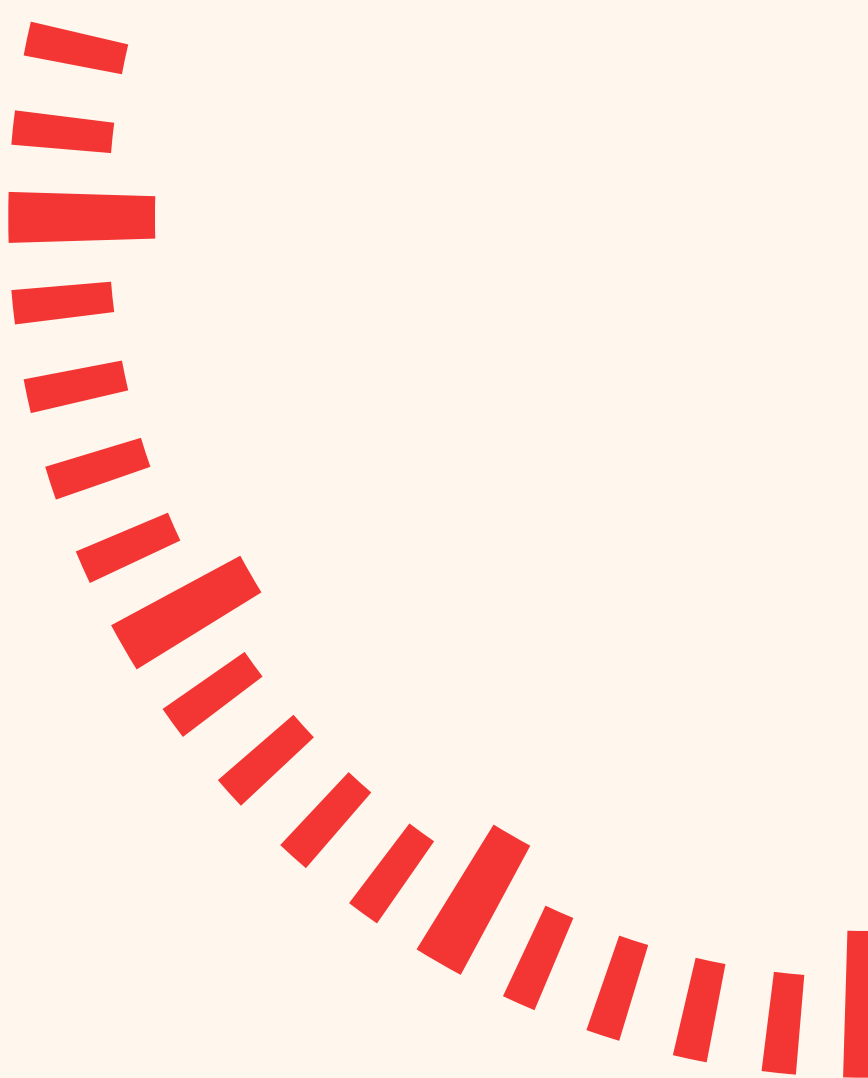
Dépasser les simples réponses d'urgence pour faire de l'adaptation au changement climatique un **levier d'investissement**.

LES MESURES DU GOUV. QUE NOUS SOUTENONS

500 M€

de crédits supplémentaires consacrés à la recherche.

- Industrie : extension du crédit d'impôt « **industrie verte** » et création d'un suramortissement pour la robotisation.
- Entreprises : « pacte Papin » pour faciliter la **transmission des TPE-PME**, avec un suramortissement pouvant atteindre 60 %.



LES DÉMOCRATES